

ARRÊTÉ
portant mise en demeure de respecter des prescriptions applicables
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société NORIAP à SALEUX

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le code de l'environnement et notamment, ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire délivré le 2 octobre 2009 à la société NORIAP pour l'exploitation de silos située Chemin de Guignemicourt à SALEUX, et notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2025 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 12 décembre 2025, transmis à l'exploitant par courriel du 18 février 2026 conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 6 mars 2026 reçu le 11 mars suivant ;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite d'inspection du 12 décembre 2025 réalisée sur le site précité, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

• Pour justifier les résistances des systèmes de découplage du site, l'exploitant a présenté des feuilles de calculs de CERES solutions du 18 avril 2011 et une attestation de CERES solutions du 21 octobre 2016 sur la conformité des résistances des découplages du silo face bureau ;

L'étude de danger de mai 2011 mentionne que :

« Pour les dispositifs de découplage existants, les écarts entre les valeurs demandées par la préfecture (arrêté préfectoral complémentaire du 2 octobre 2009) et celles mesurées nécessiteront la réalisation de mesures techniques :

- Silo « Face Bureau » : tôle à renforcer (sous-sol de la tour), bardage à renforcer et portes à créer (entre le comble silo 1 et la tour de manutention et entre les combles silo 1 et silo 2) ;
- Silo « Phénix » : ajouter des loquets de fermeture au niveau des raidisseurs de porte (fosse EL3 et EL4) ;
- Silo « Béton » : travaux achevés ».

Concernant les travaux sur le silo « Face bureau », les documents justifiant de la réalisation des travaux et de la conformité aux résistances demandées ont été fournis.

Pour le silo « Phénix », les notes de calculs de CERES ne sont pas suffisantes, car elles font état de travaux à réaliser et l'étude de danger corrobore ce point en indiquant que ces travaux sont nécessaires pour atteindre les résistances prescrites.

Pour le silo « Béton », les notes de calculs de CERES ne font pas état de travaux complémentaires et l'étude de danger mentionne des travaux achevés. Comme les notes de calculs ne mentionnent pas les travaux réalisés, elles n'apparaissent pas suffisantes pour justifier de la résistance des découplages en place.

Ainsi, les éléments présentés ne permettent pas de s'assurer que les découplages en place ont bien les résistances attendues dans l'arrêté préfectoral de 2009 pour les silos Phénix et Béton.

Ceci est contraire aux dispositions de l'article 7.b de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 octobre 2009 qui déroge notamment que « les justificatifs sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Volume A	Volume B	Nature du découplage
Silo face bureau – galeries inférieures	Silo face bureau – sous sol de la tour	Porte métallique s'ouvrant vers la fosse et résistante à une surpression maximum de 80 mbar
Silo face bureau – ensemble silo 1	Silo face bureau – espace intermédiaire silo 1/silo2	Porte métallique s'ouvrant vers la fosse et résistante à une surpression maximum de 60 mbar
Silo face bureau – combles et cellules silo 1	Silo face bureau – 1er étage de la tour	Porte métallique s'ouvrant vers la fosse et résistante à une surpression maximum de 80 mbar
Silo phénix – fosse EL3	Silo phénix – galerie de reprise sous cellules TC7 et TC8	Porte métallique s'ouvrant vers la fosse et résistante à une surpression maximum de 180 mbar
Silo phénix – fosse EL4	Silo phénix – galerie de reprise TC10 et TC9	Porte métallique s'ouvrant vers la fosse et résistante à une surpression maximum de 100 mbar
Silo phénix – fosse EL3	Silo phénix – tour du nettoyeur	Porte et cloison métallique de résistance à une surpression maximum de 180 mbar

<i>Silo tour béton – fosse élévateur</i>	<i>Silo tour béton – galerie de réception</i>	<i>Porte et cloison métallique résistante à une surpression maximum de 120 mbar</i>
<i>Silo tour béton – galerie de reprise</i>	<i>Silo tour béton – fosse élévateur</i>	<i>Porte et cloison en parpaings résistante à une surpression maximum de 120 mbar et s'ouvrant côté fosse</i>
<i>Silo tour béton – tour</i>	<i>Silo tour béton – comble de cellules</i>	<i>Porte et cloison métallique résistante à une surpression maximum de 80 mbar et s'ouvrant côté tour</i>

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques. L'obligation de maintenir les portes fermées doit à minima être affichée »;

L'exploitant a transmis un tableau du 8 décembre 2025 : les sondes des 29 cellules ont été contrôlées sur 2024 et 2025 : 17 cellules ont des sondes défectueuses et des demandes de travaux sont mentionnées. L'exploitant a précisé que ce ne sont pas les sondes complètes qui sont défectueuses, mais des points de mesures.

Concernant les demandes de travaux, l'exploitant a précisé :

- avoir un problème de communication entre des points de mesures de sondes et le PC de surveillance,
- avoir eu une intervention d'Actemium le 30 juin 2025 qui a détecté le problème de communication sans donner de suites,
- avoir changé récemment de prestataire et fait appel à la société CIRA pour trouver une solution,
- prévoir une réunion en janvier 2026 avec CIRA et CREATIS (l'installateur).

L'écran du logiciel de contrôle présentent les mesures relevées par les sondes a été vu. Une sonde de la cellule 11 apparaissait HS (hors service).

Ceci est contraire aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 octobre 2009 qui déroge notamment que « les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'arme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes. » ;

2. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement et en particulier la commodité du voisinage, la sécurité et la salubrité publique ;

3. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société NORIAP de respecter les dispositions des articles 7.b et 11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 octobre 2009, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBJET

La société S.C.A. NORIAP dont le siège social est situé 22 boulevard Michel Strogoff à BOVES (80440) est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour le site qu'elle exploite chemin de Guignemicourt à SALEUX.

ARTICLE 2. – DÉCOUPLAGES

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 7.b de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 octobre 2009.

Les éléments justifiant de la résistance de tous les systèmes de découplages des silos Phénix et Tour béton sont transmis à l'inspection des installations classées dans le délai cité précédemment.

ARTICLE 3. – SONDES THERMOMÉTRIQUES

Dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 octobre 2009.

Les éléments justifiant que toutes les sondes thermométriques sont en bon état de fonctionnement et que la communication avec le PC de surveillance est opérationnelle, sont transmis à l'inspection des installations classées dans le délai cité précédemment.

ARTICLE 4. – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles précédents ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 5. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département, pour une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 6. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier – 80000 Amiens) dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 7. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société NORIAP.

AMIENS, le 20 AVR. 2026

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

A blue ink signature, appearing to be 'Emmanuel MOULARD', is written over the text 'le secrétaire général'.

Emmanuel MOULARD